

niveaux moindres. Au Canada, le taux d'inflation est tombé à la limite inférieure de la fourchette cible de 1 à 3 p. 100, et l'on s'attend qu'il s'y maintienne.

En ce qui a trait au solde du compte courant, le déficit des États-Unis est resté inchangé pour l'essentiel en 1995. L'effet de la croissance économique plus vigoureuse — qui entraînerait normalement un accroissement du déficit du compte courant de ce pays — y a été neutralisé par des gains qui résultent de la dépréciation du dollar américain face au yen et au mark. (Même si globalement le dollar a apprécié au cours des trois derniers trimestres de 1995, sa valeur moyenne a été inférieure à ce qu'elle était en 1994. De plus, l'effet des fluctuations des taux de change sur le flux des échanges commerciaux se fait habituellement sentir à retardement.) Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), le déficit du compte courant des États-Unis équivaudra à 2 p. 100 du PIB de ce pays en 1996, proportion virtuellement la même qu'en 1994-1995. Fait encourageant, la diminution de l'excédent du compte courant du Japon durant la dernière année devrait se poursuivre pendant quelque temps encore en dépit de la forte appréciation récente de la devise américaine par rapport au yen. Une autre donnée importante est la nette amélioration enregistrée au niveau du déficit du compte courant du Canada, qui est passé de 3 p. 100 du PIB en 1994 à 1,7 p. 100 en 1995; le FMI s'attend même à le voir reculer à 0,6 p. 100 en 1996.

L'un des faits saillants de l'année sur les marchés financiers a été la remontée spectaculaire du dollar américain, depuis les planchers record qu'il avait atteints en regard du yen et du mark au début de 1995. Ce redressement est attribuable aux facteurs économiques fondamentaux et à un changement d'orientations. Le rendement des obligations est inférieur au niveau d'il y a un an dans la plupart des pays du G-7 en dépit de la hausse récente provoquée par la vigueur des données économiques, notamment de celle de l'emploi, aux États-Unis. L'assainissement budgétaire et le faible taux d'inflation ont contribué à faire diminuer les taux d'intérêt à long terme. Il devrait en résulter une stimulation de la croissance et de l'emploi dans les pays du G-7.

En Europe, l'ambitieux échéancier d'implantation de l'Union monétaire européenne (UME) rend d'autant plus impérieux les objectifs d'assainissement budgétaire. Comme la croissance économique y a été moins rapide que prévu, la plupart des membres de l'Union européenne ne satisfont pas encore aux exigences financières liées à l'UME. Ils devront réduire sensiblement leurs déficits budgétaires pour que l'UME devienne une réalité d'ici à 1999, délai fixé dans le Traité de Maastricht.

Dans les pays de l'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique, la conjoncture économique présente les signes d'une amélioration qui permet de croire que le passage à l'économie de marché commence à porter fruit. La production mesurée y a diminué depuis le début des réformes, mais souvent les chiffres officiels ne reflètent pas avec exactitude la forte croissance de l'activité du secteur privé. De plus, la croissance a repris dans la plupart des pays de